

CAI
S6
-7009

3 1761 11709921 1



SCREENING

VOLUNTEERS and EMPLOYEES
to PREVENT
CHILD SEXUAL ABUSE

**How the Canadian Police
Information Centre (CPIC) Can Help**

Introduction

Child sexual abuse is a pervasive problem facing Canadian children that requires various prevention measures.

One preventive step is to check the background of people who are applying for paid or voluntary work with children so that known child sex offenders are screened out of these positions.

Increasingly, voluntary agencies, sports organizations and others are seeking the assistance of police in conducting screening checks. Many police services across Canada help in conducting these checks as part of their community policing efforts.

How is the Federal Government Involved?

As a key player in crime prevention efforts, and as part of its commitment to combat violence against women and children, the Federal Government is improving the capability of the **Canadian Police Information Centre (CPIC)** to assist in screening employees and volunteers who work with children.

What Is CPIC?

The Canadian Police Information Centre (CPIC) is the only national data bank that provides information on criminal matters to police services in Canada. CPIC is operated by the RCMP on behalf of all police services in Canada.

How does the improved CPIC help in screening?

Police services can use CPIC to conduct screenings on behalf of voluntary and sports associations in their communities.

Following national consultations, the Federal Government has expanded the types of information available to police, through CPIC, for screening purposes. These changes will increase CPIC's capability to identify known child sexual abusers. CPIC data banks now include:

- data on all convicted sex offenders (summary and indictable convictions), plus information on restraining orders for family violence incidents, peace bonds, and prohibition orders relating to sex offenders;
- information about the age and sex of the victim in cases of child sex offences; and
- fingerprint information on those convicted of all hybrid child sexual offences.

How Does An Organization Initiate A Screening Check?

The first step is to contact your local police. They will be able to explain the best way of initiating a screening check in your area, how long the process will take, and whether there is a cost for this service. Methods vary from region to region and in accordance with provincial Access to Information and Privacy laws. Police will be aware of any restrictions on, or limitations to, the information that can be provided for screening purposes. They may also know of other sources of information that can be accessed.

Should organizations rely only on a CPIC check to reduce the possibility of child sexual abuse?

It is essential that agencies work to reduce risks through a sound process to recruit, screen, train, supervise and support employees and volunteers. CPIC provides valuable information to assist in screening, but a CPIC check is only one tool an organization can use for screening purposes. When organizations assume the responsibility to initiate background checks and do what they can to ensure the safety of the children in their care, they are sending a clear message that **child abuse will not be tolerated.**

The Solicitor General of Canada is responsible for the RCMP, which administers the Canadian Police Information Centre on behalf of all participating police services in Canada. CPIC is guided by policies set by an Advisory Committee, made up of police representatives from across the country.

**PROTECTING CHILDREN AND
STOPPING CHILD ABUSE IS
EVERYBODY'S RESPONSIBILITY.**



**For information on CPIC and
screening checks in your community,
contact your local
POLICE DEPARTMENT.**



FILTRAGE

des BÉNÉVOLES et des EMPLOYÉS

pour la PRÉVENTION de

L'EXPLOITATION SEXUELLE D'ENFANTS

Ce que peut faire le Centre d'information
de la police canadienne (CIPC)



Solliciteur général
Canada

Solicitor General
Canada

Introduction

L'exploitation sexuelle d'enfants est un problème qui se retrouve un peu partout au Canada et qui exige diverses mesures de prévention.

L'une de ces mesures consiste à vérifier les antécédents des candidats à un emploi rémunéré ou bénévole auprès d'enfants, de façon à en écarter les agresseurs d'enfants connus.

De plus en plus, les organismes de bénévolat, les associations sportives et d'autres organisations font appel à la police pour le filtrage préalable à la sélection de ces personnes. Beaucoup de services de police au Canada participent à cette vérification dans le cadre de leurs fonctions de police communautaire.

Quel est le rôle du gouvernement fédéral?

Intervenant clé dans la prévention du crime et engagé à combattre la violence exercée contre les femmes et les enfants, le gouvernement fédéral améliore les moyens dont dispose le **Centre d'information de la police canadienne (CIPC)** pour passer au crible les candidats à des postes d'employés et de bénévoles appelés à travailler auprès d'enfants.

Qu'est-ce que le CIPC?

Le Centre d'information de la police canadienne est la seule banque de données nationale qui fournisse des renseignements criminels aux services de police canadiens. Il est administré par la GRC pour le compte de tous les services de police au Canada.

Comment le CIPC peut-il participer à la vérification?

Les services de police peuvent recourir au CIPC pour effectuer des vérifications au nom des organismes de bénévolat et des associations sportives de leurs collectivités.

À la suite de consultations nationales, le gouvernement fédéral a ajouté d'autres genres de renseignements à ceux que la police pouvait obtenir par le CIPC pour ses vérifications. Le CIPC peut ainsi repérer plus facilement les agresseurs d'enfants connus. Les banques du CIPC contiennent maintenant :

- des données sur tous les délinquants sexuels condamnés (pour infraction sommaire ou acte criminel) et des informations sur les ordonnances d'interdiction prononcées dans des cas de violence familiale ou à l'encontre de délinquants sexuels, et sur les engagements de garder la paix;
- des renseignements sur l'âge et le sexe de la victime dans des cas d'infractions sexuelles contre des enfants;
- des informations sur les empreintes digitales de tous ceux qui ont été condamnés pour des infractions sexuelles mixtes contre des enfants.

Comment un organisme fait-il faire un filtrage?

Il doit d'abord communiquer avec le service local de police. Celui-ci lui indiquera comment procéder, la durée du processus et s'il y a des frais. Les méthodes peuvent varier selon les régions et selon les lois provinciales sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. La police locale est au courant des restrictions imposées à la communication de renseignements à des fins de filtrage. Elle peut également diriger l'organisme vers d'autres sources d'information.

Un organisme devrait-il se contenter des vérifications du CIPC pour éliminer tout risque d'exploitation sexuelle d'enfants?

Pour réduire les risques le plus possible, il est essentiel que les organismes appliquent, à l'égard de leurs employés et de leurs bénévoles, de solides méthodes de recrutement, de sélection, de formation, de surveillance et de soutien. Le CIPC fournit des renseignements utiles à la sélection, mais une vérification auprès du CIPC n'est qu'un des moyens de filtrage possibles. Lorsque des organismes vérifient les antécédents de leur personnel et font tout ce qu'ils peuvent pour assurer la sécurité des enfants qui leur sont confiés, ils indiquent clairement que l'exploitation sexuelle d'enfants ne sera pas tolérée.

Le ministère du Solliciteur général du Canada est responsable de la GRC, qui administre le Centre d'information de la police canadienne pour le compte de tous les services de police participants au Canada. Le CIPC applique des directives établies par un Comité consultatif, composé de représentants de la police provenant de partout au pays.

**PROTÉGER LES ENFANTS
ET FAIRE CESSER LES SÉVICES
DONT ILS SONT VICTIMES, C'EST
L'AFFAIRE DE TOUS.**



**Pour obtenir de l'information sur le
CIPC et les filtrages pré-sélection,
prière de vous adresser à votre
SERVICE DE POLICE LOCAL.**

